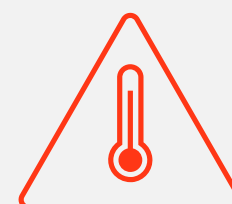



Fortes chaleurs :

Des obligations réglementaires renforcées à compter du 1^{er} juillet 2025




Faisons le point !





À partir du 1er juillet 2025, les employeurs devront se conformer aux nouvelles obligations renforcées pour prévenir les risques liés à la chaleur.

Ces dispositions sont issues du **décret n° 2025-482 du 27 mai 2025** (publié au JO le 1er juin 2025) et de l'**arrêté TSST2503467A du 27 mai 2025**, lequel détermine les seuils de vigilance Météo-France à prendre en compte pour qualifier un épisode de chaleur intense.





En Bref

Les entreprises devront **évaluer les risques** liés à l'exposition des travailleurs aux épisodes de chaleur intense.

En cas de risque identifié pour la santé ou la sécurité, elles devront **définir et mettre en place des mesures de prévention adaptées.**


Le décret renforce également les obligations de l'employeur en matière de prise en considération des **conditions atmosphériques et thermiques au travail.**

Le **Code rural et de la pêche maritime** renvoie désormais au Code du travail concernant les obligations incombant aux employeurs et travailleurs indépendants en matière de prévention des risques liés aux fortes chaleurs.





Des obligations renforcées, fixées par décret, imposent de veiller à des conditions atmosphériques et thermiques adaptées au travail

- › Les **locaux fermés** doivent être maintenus, en toute saison, à une **température adaptée** à l'activité des travailleurs et à leur environnement (R. 4223-13 C.trav.).
 - › Lorsqu'un **dispositif de régulation de température** est utilisé dans l'entreprise, il ne doit **pas émettre de substances dangereuses** pour la santé des salariés (R. 4223-13 C.trav.).
 - › Renforcement de l'obligation d'aménager **les postes de travail extérieurs** de telle sorte que les **travailleurs soient protégés contre les effets des conditions atmosphériques** (R. 4225-1 C. trav.).
 - › Les dispositions relatives aux caractéristiques des **équipements de protection individuelle** (EPI) sont complétées. Les **conditions atmosphériques** sont ajoutées aux éléments devant être pris en compte dans le choix des EPI (R. 4323-97 C.trav.).
- 

Intégration de la définition de « l'épisode de chaleur intense » dans le Code du travail (R. 4463-1 C. trav)

L'épisode de chaleur intense est **défini par référence au dispositif de vigilance « canicule »** de Météo-France classant les vagues de chaleur selon une **échelle de couleur** signalant le niveau de danger pour la santé (*arrêté TSST2503467A du 27 mai 2025*) ;

- › La « **vigilance verte** », correspond à la veille saisonnière ;
- › La « **vigilance jaune** », correspond soit à un pic de chaleur soit à un épisode persistant de chaleur ;
- › La « **vigilance orange** », correspond à une période de canicule ;
- › La « **vigilance rouge** », correspond à une période de canicule extrême.

L'épisode de chaleur intense correspond à l'atteinte du seuil de niveau de **vigilance jaune, orange ou rouge**.




Une démarche classique : Évaluer les risques et définir les mesures ou actions de prévention liées aux épisodes de chaleur intense

Les risques liés à l'exposition des travailleurs à des épisodes de chaleur intense en **intérieur ou en extérieur doivent être évalués** (*R. 4463-2 C. trav.*).

Si un **risque d'atteinte à la santé ou la sécurité des salariés est identifié, les mesures ou actions de prévention** destinées à les réduire doivent être définies.

Celles-ci devront être intégrées (*R. 4463-2 C. trav.*) :

- › Au **PAPRI Pact** (programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail) dans les entreprises d'au moins 50 salariés ;
 - › Ou au **DUERP** (document unique d'évaluation des risques professionnels) dans celles de moins de 50 salariés.
- 

Des mesures de prévention indicatives

Le Code du travail dresse une **liste non exhaustive** de **mesures préventives** concernant les risques liés aux fortes chaleurs (*R. 4463-3 C.trav.*) :

- › La **mise en œuvre de procédés de travail** afin de **limiter, voire éviter, l'exposition des travailleurs à la chaleur** ;
- › La **modification de l'aménagement et de l'agencement des lieux et postes de travail** ;
- › L'**adaptation de l'organisation du travail** et notamment des **horaires de travail** ;
- › Des **moyens techniques pour réduire le rayonnement solaire** sur les surfaces exposées ;
- › L'**augmentation de l'eau potable fraîche** mise à la disposition des travailleurs ;
- › Le choix d'**équipements de travail** permettant de **réguler la température corporelle** ;
- › La **fourniture d'équipements de protection individuelle** pour **limiter ou compenser les effets de la chaleur** ou se **protéger des effets des rayonnements solaires** ;
- › L'**information et la formation** des travailleurs sur la **conduite à tenir en cas de forte chaleur** et sur l'**utilisation correcte des équipements de protection individuelle**.



Des mesures de prévention à respecter

Adapter les mesures de prévention identifiées en cas **d'intensification de la chaleur** (R. 4463-7 C.trav.).

En **liaison avec le SPST** (service de prévention et de santé au travail), **adapter les mesures** de prévention pour les **travailleurs particulièrement vulnérables** aux risques liés à l'exposition aux épisodes de chaleur intense, en raison notamment de leur âge ou de leur état de santé (R. 4463-5 C.trav.).

En cas d'épisode de chaleur intense, **fournir une quantité suffisante d'eau potable et fraîche.**

Veiller à ce que l'eau destinée à la boisson puisse être **maintenue au frais** tout au long de la journée, à proximité des postes de travail, notamment ceux situés en extérieur (R. 4463-4 C. trav.).

Définir et communiquer aux travailleurs ainsi qu'au SPST :

- › Les **modalités de signalement** de toute apparition d'indice physiologique préoccupant, de situation de malaise ou détresse,
- › Les **modalités destinées à porter secours**, dans les meilleurs délais, à tout travailleur, et, plus particulièrement aux travailleurs isolés ou éloignés (R. 4463-6 C. trav.).

Formaliser la démarche d'évaluation et de prévention

Les risques associés aux épisodes de chaleur intense doivent être pris en compte par (R. 4463-8 C. trav.) :

- › Le **plan de prévention** prévu à l'article R. 4512-6 du Code du travail en cas d'intervention d'une entreprise extérieure ;
- › Le **plan général de coordination** visé à l'article L. 4532-8 du Code du travail ;
- › Le **plan particulier de sécurité et de protection de la santé** imposé par l'article L. 4532-9 du Code du travail aux entreprises du BTP pour certains chantiers.

Secteur BTP : Définition de la notion de « canicule » mentionnée à l'article D. 5424-7-1 du Code du travail dans l'Arrêté : Le **recours au chômage intempéries** est possible lorsque les **seuils de vigilance orange ou rouge** émis par Météo-France sont atteints.

Intervention de l'inspection du travail en cas d'inaction et sanctions

- › **L'inspecteur du travail** peut **mettre en demeure** l'employeur de se **conformer sous 8 jours** à son obligation de définir les mesures de prévention des risques associés aux épisodes de chaleur intense (R. 4721-5 C. trav.).
- › **Le non-respect des dispositions** relatives à la prévention des risques liés aux épisodes de chaleur intense **est puni d'une amende de 10 000 €**. La récidive est punie d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 30 000 € (L. 4741-1 C. trav.).





À retenir

- › **Le principe général de prévention – Obligations**
 - **De l'employeur** (L4121-1 C. trav.)
 - **Des travailleurs** (L4122-1 C. trav.)
- › **Évaluer les risques**
- › **Définir et formaliser les moyens de prévention et de secours**
- › **Impliquer, communiquer et former**
- › **Déployer – organisation et moyens**
- › **Suivre les bulletins de Météo France**





Les liens utiles

- › **Ministère du travail** : <https://travail-emploi.gouv.fr/chaleur-et-canicule-au-travail>
- › **Instruction DGT** : https://travail-emploi.gouv.fr/sites/travail-emploi/files/2024-06/instruction_dgt_chaleur_2024.pdf
- › **INRS** : <https://www.inrs.fr/risques/chaleur/ce-qu-il-faut-retenir.html>





Soyez accompagnés

**PAR NOS EXPERTS EN DROIT SOCIAL
ET DE L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE**



Laurence TARDIVEL

Avocat Associé

Bureau de Nantes



Apolline FREUND

Avocat

Bureau de Nantes

Swipe

www.cvs-avocats.com